

NUMÉRO DE LA DÉCISION : 2013 QCCTQ 2552
DATE DE LA DÉCISION : 20131007
NUMÉRO DE LA DEMANDE : 178822
OBJET DE LA DEMANDE : Autorisation de céder ou d'aliéner
des véhicules lourds
MEMBRE DE LA COMMISSION : Claude Jacques.

Distribution Rémy Corriveau inc.
NIR : R-020694-7

Demanderesse

DÉCISION

LES FAITS

[1] La Commission des transports du Québec (la Commission) se prononce sur la demande de Distribution Rémy Corriveau inc. (la demanderesse) à l'effet de lui permettre de transférer un véhicule lourd en faveur de 9236-9164 Québec inc.

[2] Le véhicule lourd visé par cette demande est le suivant :

<u>MODÈLE</u>	<u>ANNÉE</u>	<u>N^o DE SÉRIE</u>
FABRE	1994	2A9SDF7K3RT053549.

[3] La demanderesse est dans l'obligation d'introduire la présente puisqu'elle s'est vue attribuer une cote de sécurité de niveau « insatisfaisant » par la décision QCRC12-00107¹ du 11 avril 2012.

[4] Selon les registres que la Commission est autorisée à consulter, la demanderesse est actuellement propriétaire de 7 camions et 8 remorques.

[5] La présente demande d'autorisation de céder résulte d'une décision d'affaires de la demanderesse.

¹ *Distribution Rémy Corriveau inc.* (11 avril 2012), n^o QCRC12-00107 (Commission des transports).

LE DROIT

[6] L'article 4 de la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds*² (la *Loi*) prévoit l'établissement à la Commission d'un registre où doivent s'inscrire tous les propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

[7] L'article 33 de la *Loi* interdit à une personne dont la cote de sécurité est de niveau « insatisfaisant » ou « conditionnel » de céder ou d'autrement aliéner ses véhicules lourds sans le consentement de la Commission qui doit refuser la demande lorsqu'elle estime que la cession ou l'aliénation pourrait contrer l'application d'une de ses mesures administratives.

[8] Cet article 33 prévoit également que le même principe s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds dont la Commission est saisie du dossier en vue de l'imposition d'une mesure administrative et ce, soit à compter de la transmission à la Commission du dossier constitué par la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ) conformément à l'article 22 de la *Loi*, soit à compter de la transmission par la Commission du préavis visé à l'article 37 de cette même *Loi* dans les autres cas.

ANALYSE

[9] La Commission doit s'assurer que la demande d'autorisation n'a pas pour objet de soustraire la demanderesse à l'application de la *Loi*.

[10] Aussi, pour exercer correctement sa compétence, la Commission doit connaître le nom et toutes les coordonnées nécessaires pour identifier l'éventuel acquéreur du véhicule lourd; y compris sa personnalité juridique et le type de ses activités.

[11] La Commission estime que la preuve démontre que la présente demande d'autorisation n'a pas pour objet de contrer l'application des mesures administratives qui ont été imposées à Distribution Rémy Corriveau inc.

CONCLUSION

[12] La Commission dispose de toutes les informations requises et, en conséquence, estime qu'elle peut consentir à la cession ou à l'aliénation des véhicules lourds visés.

² L.R.Q. c. P-30.3.

PAR CES MOTIFS, **la Commission des transports du Québec :**

ACCUEILLE la demande;

PERMET à Distribution Rémy Corriveau inc. de transférer en faveur de
9236-9164 Québec inc. le véhicule lourd suivant :

- FABRE de l'année 1994 portant le numéro de série
2A9SDF7K3RT053549.

Claude Jacques, avocat
Membre de la Commission